

Solidaires

EN ACTION

OCTOBRE 2019

■ SUD RAIL



Toujours la suppression des guichets (ex: la gare de Bayeux où il y a la pétition).

Changements de service à la fin d'année qui risque d'être houleuse, 30% de km-train en plus d'annoncé dont 50% en productivité.

De plus, embauche de CDD ou d'intérim pour compenser le manque de personnel en gare le temps que le nouveau matériel arrive. Quelle motivation pour ces gens à s'impliquer dans la sécurité ferroviaire ?

Négociations au national sur les différents accords d'entreprise pour janvier vu que la SNCF sera séparée en 5 (et non 3 comme dit lors de notre dernier conflit), mobilité, réseaux, direction, fret et gare et connexion. On ne sait

pas non plus à quelle sauce on va être bouffé....

Négociations aussi de la convention collective nationale avec possibilité de mettre toutes et tous les agent.es travaillant dans le ferroviaire sur notre caisse....mais à quel prix....

Bien sûr, les retraites avec pour les cheminot.es de plus grosses pertes que dans le privé, car passer des 6 meilleurs mois à la carrière complète, ça fait une très grosse différence... on va avoir un matériel fédéral à distribuer là-dessus qui est très bien fait !

Enfin, au sortir de notre congrès, remonté.es à bloc pour le 5 décembre avec l'envie d'aller distribuer dans d'autres secteurs (comme Twisto) pour gonfler la mobilisation qui se devra d'être collective ! A faire avec Solidaires sur différents secteurs?

■ SOLIDAIRES PRÉCAIRES CHÔMEURS



Accompagnement de dossiers divers (3 pendant l'été).

Poursuite du travail avec la CGT et la KIC : prochaine échéance le 31 octobre (heure et lieu à venir).

Participation aux permanences accueil ;

Parution de « A Caen la galère ! » à destination des syndicats et de nos contacts précaires sur les dysfonctionnements des institutions e et les dernières nouveautés (mesures gouvernementales, lutte gagnée ...)

Demande au préfet, en lien avec la KIC, la CGT et les syndicats concernés de Solidaires et de la CGT pour obtenir une réunion avec Pôle Emploi et des employeurs publics sur tous les manquements de ceux-ci qui mettent les précaires et chômeurs, chômeuses en grande difficulté pour toucher les indemnités auxquelles ils/elles ont droit.

■ SUD RETRAITÉS



L'UNIRS (structure interpro de retraité-es Solidaires au niveau national) dans laquelle SUD retraités Calvados est très impliqué.

Elle réunira son AG le 10 octobre prochain. En dehors de ses orientations propres, l'accent est mis sur la dynamique du « Groupe des 9 » (UNIRS Solidaires, CGT, FO, FSU, CFE-CGC, CFTC, FGR-FP, UNRP, LSR).

Depuis l'élection de Macron, ce regroupement a organisé 8 manifestations sur tout le territoire.

Nouvelle manifestation des retraité-es le **8 octobre** à l'appel du « Groupe des 9 » avec centrage sur la diminution continue des revenus des retraité-es depuis des années.

A ce propos, nous insistons une nouvelle fois pour que les infos concernant les retraité-es et les appels à manifester parviennent bien aussi à tous ceux et celles qui ont fait le choix de rester dans leur structure syndicale d'origine.

Congrès SUD retraités Calvados, Orne, Manche : il est en préparation et se déroulera dans nos locaux le **lundi 18 novembre 2019**.

■ SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES



Aux Finances Publiques, nous sommes accaparé-es depuis le 7 juin par la publication de la nouvelle carte du réseau de la DGFIP dans notre département et nationalement.

Le plan porté par Darmanin vise à supprimer 75% de nos implantations et entre 11 et 15% de nos effectifs d'ici 2022.

Dans le département cela se traduit par la fermeture de 15 de nos 22 trésoreries, la fermeture de la moitié des SIP (service des impôts des particuliers) et SIE (Service des impôts des entreprises), la fusion de l'intégralité des Services de Publicités Foncières (ex : hypothèques) et de tous les services du cadastre à Caen.

Cela se traduit aussi par l'implantation de 47 « Maisons France Service », pour lesquelles le plan de communication fait croire que ce sont des implantations DGFIP alors que nous n'y mettrons jamais les pieds...

Nous sommes donc depuis cette date occupé-es par les rencontres avec les élu-es afin de leur expliquer que le projet vanté par le directeur départemental leur donne simplement une illusion de service public dans leur commune.

Les élu-es sont réceptifs à notre message et plusieurs ont déjà pris des délibérations s'opposant à la réforme, fait des courriers et certain-es sont même venu-es nous soutenir lors de notre manifestation du 16 septembre ou un peu plus de 50% des collègues devant travailler ce jour-là étaient en grève.

Pour info, sur 940 agent-es de la DDFIP 14, seul-es 740 devaient être présent-es sur leur lieu de travail. L'écart entre ces nombres représente les arrêts de travail et les congés.

Dans la continuité de cette journée, le comité de grève a décidé d'une action devant la trésorerie de Condé sur Noireau ; elle a réuni un peu plus de 80 personnes, qui se sont déployées sur le marché pour distribuer des tracts et faire signer la pétition.

Dans le même temps, les collègues de Bayeux ont décidé de se mettre également en grève et de bloquer leur centre tout en distribuant la même chose.

Nous avons programmé une nouvelle action le 9 octobre à Isigny sur Mer, le jour du marché, et prévoyons un déplacement du cortège à vélo jusqu'au centre des Finances de Bayeux où sera transférée cette trésorerie.

Nous continuons les visites auprès des élu-es et boycottons l'ensemble des instances.

■ SUD PROTECTION SOCIALE



Action du 24 septembre :
A peine 20% de grévistes à la CPAM du Calvados (Appel pour la journée 11,83%, demi-journée 2,70%, 55mn 4,98%)

Intervention des élu·es SUD lors de la dernière plénière CSE sur la décision de la direction de supprimer le droit aux Indemnités journalières aux bénéficiaires de l'ASS au delà du maintien de droits de 12 mois.

Motif invoqué : L'ASS serait un revenu de solidarité comme le RSA et les IJ versées ne devraient pas être supérieures au revenu au titre de Pôle Emploi.

La direction n'a pas encore utilisé la totalité de son droit à recrutement alors que les services manquent de personnel (départs en

retraite non remplacés, démissions, ruptures conventionnelles, fin de contrat pour inaptitude).

Accentuation du remplacement de l'accueil des assuré·es en permanences hors agglomération « au flux » par du « tout RDV » et présentation du tout numérique (par contrats civiques).

Intégration dans les organismes sécurité sociale des salarié·es des « régimes spéciaux » supprimés (15 agent·es de l'ex RSI, SMENO, Organismes complémentaires des indépendant·es, de la fonction publique ex-SLI).

Continuité des réorganisations suite aux mutualisation et « professionnalisation » des métiers (exemple traitement et gestion de l'AME).

■ SUD SANTÉ SOCIAUX



Nous avons des difficultés sur plusieurs plans.

Difficultés d'organisation départementale (succession des places de trésorier·e, réduction des heures allouées par le CSE pour le privé et perte de sections pour le public)

Difficultés pour un mouvement convergent. Souffrance aux urgences, psychiatrie, agent·es de nuit... Beaucoup de mouvements corpo s'organisent. Hausse constante du nombre de contractuel·les dans les établissements de santé. Précarisation.

Beaucoup de changements au niveau de la santé dans les textes et sur les modes

de fonctionnement en termes humains, organisationnels (CHSCT, CTE, fin des CAPL, CAPD),

La santé ne va pas bien ! Nous ne sommes pas d'accord avec Mme Buzyn... Les budgets débloqués sont pris sur l'argent qui devait être donné aux hostos dans les années antérieures. Nous voyons la santé se dégrader, se privatiser, s'externaliser, bref, elle tousse.

Nous voulons toujours croire que la machine peut s'inverser avec une autre politique gouvernementale. La sécurité sociale va très bien, si on arrête de redonner les richesses de notre travail aux patrons.

Nous remercions les camarades retraité·es de toujours nous aider dans les luttes.

■ SUD INDUSTRIE



Concernant les implantations nous avons un élu chez HAPTION, une boîte de moins de 20 salarié·es à côté de Laval (51), avec un adhérent.

Nous avons eu aussi en juillet 2 élus chez Acténium (moins de 50 salarié·es) à Cormelles-le-Royal (14)

■ SUD TRAVAIL AFFAIRES SOCIALES



Le 12 septembre 2019, une délégation intersyndicale SUD-CGT du Calvados était présente au rassemblement devant la Cour d'appel de

Lyon pour soutenir une nouvelle fois notre collègue Laura (poursuivie au tribunal suite à une plainte de TEFAL),

Il était aussi question de défendre l'inspection du travail et le sens de nos missions, dénoncer les collusions entre notre administration et les organisations patronales, révéler les incohérences de la justice dans l'affaire TEFAL

[Plus d'infos](#)

Une nouvelle restructuration de nos services est en cours dans le cadre de la réforme de l'organisation territoriale de l'État (circulaire du 12 juin 2019).

Les conséquences connues pour les services

de la Direccte sont les suivantes : scission de la Direccte avec une direction régionale, une direction départementale et un secrétariat général commun aux directions départementales interministérielles.

Là où aujourd'hui, pour les agent-es affecté-es à la Direccte dans le Calvados, il y a, pour une seule administration, un-e seul-e chef-fe, il y en aura désormais trois avec trois administrations différentes ; ce qui va conduire à casser les collectifs de travail existants.

Le projet de diminution du nombre d'agent-es de contrôle (pour passer à un ratio d'1 agent.e pour 10 000 salarié.es contre 1 agent.e pour 8000 aujourd'hui en Normandie - soit une baisse de 20% des effectifs) est toujours dans les tuyaux.

Nous sommes dans l'attente des annonces concrètes, sans doute pour début 2020.

■ SUD COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



Redémarrage après les vacances... c'est plutôt calme.

La campagne pour les municipales a commencé, cela impose un statu quo en terme de gestion RH dans les mairies et intercommunalités.

Les services sociaux et de protection de l'enfance des Conseils Départementaux se rencontrent au niveau fédéral suite aux états généraux de la protection de l'enfance.

Les collègues posent beaucoup de questions sur la réforme des retraites, ils et elles semblent avoir compris que ça n'ira pas dans le bon sens.

Notre droit de grève a été attaqué cet été. Les sénateurs et sénatrices (représentant-es des élu-es locaux) ont ajouté à la réforme de la FP le service minimum dans les écoles, cantines, crèches, EHPAD, et service gestion des déchets (déchèteries, ramassage, ...), avec l'obligation de se déclarer gréviste 48H avant et pouvant

être remplacé-e. En gros, les services ayant le plus d'impact lors de grèves ne pourront plus débrayer... De plus nous ne pourrons plus faire grève 1 heure, 1 demi-journée ou autre, c'est la journée qui nous sera comptée systématiquement. Nous avons encore cette possibilité, mais en janvier c'est terminé. C'est un coup dur pour espérer mobiliser les collègues à l'avenir.

Nous travaillons en interne à l'élaboration d'une formation de base/accueil plus politique. Nous faisons le constat d'un décalage entre nos adhérent-es/militant-es et les enjeux actuels nécessitant de fortes mobilisations et des revendications/discours/positions claires, comprises, intégrées et partagées.

SUD CT Basse Normandie fête ses 20 ans cette année. Nous organisons une soirée le 13 décembre à la salle des fêtes de Rots avec conférence gesticulée, concert, etc.

Nous vous en dirons plus bientôt mais réservez déjà la date.

■ SUD ÉDUCATION



Une rentrée particulièrement difficile.

Dans les lycées : mise en place des réformes. Dans l'agglomération, beaucoup de professeur·es refusent d'être Prof principal·e (PP);

Point positif : petite action décidée localement, collectivement et tenue;

Point négatif : en réalité, cela gêne assez peu le fonctionnement des lycées et c'est une guerre de chaque minute pour les collègues pour ne pas se retrouver avec les tâches de PP à faire effectivement.

Dans les écoles et collèges : des classes aux effectifs trop importants.

École inclusive / AESH (Accompagnant·e des élèves en situation de handicap) : dorénavant, ce sont des contrats de 3 ans pour les AESH. Ce sont des contrats avec davantage d'heures. A priori, c'était pour reconnaître tout le travail invisible réalisé par les AESH. Dans les faits, la DSDEN réclame ces heures aux collègues avec des formations sur des mercredis après-midi et les vacances scolaires! Insupportable, c'est la première fois que l'on a un recul sur le statut de ces personnels.

Retraites : cette réforme touchera particulièrement les enseignant·es. Pour autant, la mobilisation du 24/09 a été inégale, mais la FSU n'a pas vraiment appelé à cette journée.

24/09 et AG des personnels de l'Éduc : cette AG réunie avant la manif a décidé d'appeler les syndicats.

AGENDA SOLIDAIRES :

Réunion du Collectif Droits des Femmes Calvados

Lundi 14 octobre à 18h
Salle du Chemin Vert (Caen)

**Réunion Solidaires
Précaires Chômeurs**
Mardi 15 octobre à 17h
Salle du Chemin Vert (Caen)

Bureau Départemental élargi
Mercredi 16 octobre à 17h
Maison des syndicats (Caen)

Commission féministe
Mardi 22 octobre à 16h
Maison des syndicats (Caen)

Commission Formation MaCaO
Mardi 5 novembre à 9h
Salle du Chemin Vert (Caen)

**Réunion de Solidaires
Précaires Chômeurs**
Mercredi 6 novembre à 17h
Salle du Chemin Vert (Caen)

Commission Écologie
Vendredi 15 novembre
Maison des syndicats (Caen)

Congrès Sud Retraités
Lundi 18 novembre
Maison des syndicats (Caen)

Comité Départemental
Jeudi 21 novembre à 9h
Maison des syndicats (Caen)

**Journée internationale contre les
violences faites aux femmes**
Samedi 23 novembre
heure et lieu à venir